

TUNISIE

Multiplication des mouvements sociaux

Difficultés économiques et multiplication des mouvements sociaux, tels sont les ingrédients de la vie quotidienne en Tunisie.

De Tunis, Kattou Mohamed

Installé au palais de la Casbah, il y a quinze mois, le chef du gouvernement Habib Essid n'arrive toujours pas à redonner au peuple cette confiance pour se remettre au travail. Le pays est en panne.

Le tourisme stagne pour ne pas dire qu'il recule et les recettes devant provenir du phosphate sont en régression. Malgré cela, le gouvernement, sous la pression d'une centrale syndicale «peu responsable», n'hésite pas à augmenter les salaires en puisant, le plus souvent, dans les crédits extérieurs destinés normalement à être investis dans le circuit économique.

Serait-ce un moyen d'acheter la paix sociale ? Toujours est-il que même en y recourant, le gouvernement n'est pas arrivé à endiguer le fléau de la crise sociale, sachant que le taux de chômage est de plus en plus inquiétant dans les divers milieux, en particulier parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

Pourtant, Habib Essid bénéficie de l'appui inconditionnel du président de la République et du parti islamique dont l'influence sur la vie publique n'est qu'un secret de Polichinelle.

Le principal reproche fait à ce gouvernement par l'opinion publique est son manque de fermeté face aux partenaires sociaux, si l'on exceptait les atti-

tudes fermes observées par trois ministres seulement. En effet, les exemples ne manquent pas. Dans une affaire relative à la gestion d'un hôpital universitaire à Sfax (sud du pays), le syndicat demande purement et simplement le limogeage d'un directeur sous prétexte qu'il s'agit d'un militaire.

D'où un bras de fer engagé avec le ministre de la Santé publique qui ne semble pas enclin à reculer. Sournement, les responsables syndicaux au niveau national veulent donner l'impression de ne pas s'y mêler alors que leurs propres représentants au niveau régional rendent la vie dure au ministre, M. Sid Aydi.

Deux autres ministres sont, ces jours-ci, dans le collimateur des syndicalistes, à savoir ceux de l'éducation nationale, M. Néji Jalloul, et des Affaires religieuses,

M. Mohamed Khélil. On leur reproche de servir les intérêts du parti islamiste en décidant d'organiser des cours d'apprentissage du Coran dans les écoles publiques durant les vacances scolaires. C'était suffisant pour déclencher contre eux une campagne de dénigrement allant jusqu'à la diffamation.

Pour les ministres, il s'agit de lutter contre les écoles anarchiques d'apprentissage du Coran alors que la gauche dans son ensemble et le syndicat y voient un moyen de propager les idées sombres dans l'école républicaine. Ces deux ministres tiennent bon et ne donnent nullement l'impression de répondre aux désirs de leurs détracteurs.

Toutefois, le soutien dont bénéficient ces deux ministres au sein de la population serait de nature en principe, estiment les

observateurs, à donner des ailes au gouvernement dans son ensemble pour afficher davantage de fermeté dans le traitement des divers dossiers sociaux. Et le gouvernement serait à court d'idées comme le laisse entendre le député de gauche, Zyed Lakhdhari. Pour ce dernier, dans l'état actuel des choses où la situation brille par son opacité, pourquoi ne pas dynamiser le secteur agricole «qui pourrait bel et bien être un créneau économique réel du développement, mais aussi, pour créer de l'emploi, des produits biologiques...».

C'est un appel qui ne trouve pas encore d'écho dans un pays, de l'aveu même de hauts responsables (ministre de l'Intérieur), frappé lourdement par la corruption. Là, c'est une autre paire de manches.

K. M.

Plus d'un million de signatures anti-Maduro

L'opposition vénézuélienne a affirmé avoir recueilli plus d'un million de signatures pour demander le départ du Président socialiste Nicolas Maduro, une première étape pour pouvoir organiser un référendum révocatoire.

«Nous avons actuellement 1.102.236 signatures, cela va augmenter un peu», a affirmé jeudi soir l'un des chefs de l'opposition, Henrique Capriles.

Ce chiffre est huit fois supérieur aux 195.721 signatures (soit 1% de l'électorat) requises par le Conseil national électoral (CNE), à qui l'opposition remettra lundi, pour vérification, le résultat de la consultation entamée mercredi. «Nous allons présenter toutes les signatures, auditées», a expliqué M. Capriles.

Si le CNE valide cette première étape, alors l'opposition devra réunir en trois jours quatre millions de signatures pour avoir le droit de convoquer le référendum.

Ce dernier, que l'opposition espère organiser dès fin novembre, fixera un palier encore plus difficile à franchir : pour faire partir Nicolas Maduro, il faudra dépasser le nombre des suffrages qu'il avait obtenus à l'élection présidentielle de 2013 (7 587 532).

Près de 68% de Vénézuéliens sont en faveur d'un retrait du Président «le plus vite possible et qu'il y ait de nouvelles élections présidentielles», selon un sondage de Venebarometro publié jeudi.

Mercredi soir, le Président Nicolas Maduro s'était une nouvelle fois montré combatif, assurant que «rien de ce qu'ils (l'opposition) sont en train de faire n'a de viabilité politique et la révolution, ici, va continuer et ce Président va rester au moins jusqu'en 2018».

SAHARA OCCIDENTAL, QUE VEUT LA FRANCE ?

Le colon encerclé

Le comportement de la France au Conseil de sécurité sur la question sahraouie pose, vraiment, question.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Non pas que Paris soutienne les thèses colonialistes marocaines, cela est su, acté.

Pour autant, relèvent les observateurs, ici à Bruxelles, l'acharnement anti-sahraoui actuel, notamment lors de la présente session du Conseil de sécurité, ne semble pas mû, uniquement, par le soutien indéfectible au Maroc, mais par d'autres calculs qui peuvent mettre la région à feu et à sang.

Le Royaume-Uni a vraiment compris l'enjeu et Londres a été d'un grand apport pour Ban Ki-moon et le Polisario lors des débats sur le dossier du Sahara occidental. Les USA, qui ont initié l'avant-projet de résolution,

ont, de leur côté, carrément tout fait pour isoler la France. La proposition américaine était rédigée de telle sorte que les objections françaises ne pouvaient pas transgresser la doctrine onusienne.

Les marges de manœuvre laissées, volontairement, par les USA pour ne pas bloquer les débats, ont toutes été, violemment, investies par la France. Les autres membres — permanents — du Conseil de sécurité ont donc été contraints de ne pas trop lâcher à Paris parce qu'ils ont compris que la diplomatie française utilisait la question sahraouie pour affaiblir l'Algérie et ne pas lui permettre de s'imposer comme moteur dans l'espace nord-africain. La question sahraouie réglée selon les plans de

paix onusiens, et voilà donc toute la doctrine coloniale et néo-coloniale française qui s'effondre.

Il est de surcroît validé que la France, toutes obédiences confondues, n'a pas digéré l'indépendance de l'Algérie.

L'homme aux multiples caseroles, l'ex-président Sarkozy, a dit, l'an dernier à Bruxelles : «Lorsque j'entends le mot indépendance du Sahara occidental, j'ai envie de tirer mon revolver.» Selon des journalistes ayant assisté aux confidences de l'époux de Carla Bruni, ce dernier aurait aussi ajouté : «Je me demande comment et pourquoi la France a-t-elle accepté l'indépendance de l'Algérie ?»

La pensée sarkozienne en la question est largement partagée tant à droite, à gauche, à l'extrême-droite et trouve des apôtres au sein même des écolos. C'est comme ça jusqu'au jour où le

Maroc et la France sortiraient une main devant et une main derrière du Sahara occidental.

La France a déjà vécu pareil déboire au Vietnam et en Algérie mais, comme dirait l'autre, le général Giap du Vietnam précisément, «le colonialisme est un mauvais élève».

Par ailleurs, l'alignement de la France sur les thèses marocaines au Sahara occidental dérange la plupart des pays européens, l'Allemagne et la Grande-Bretagne en particulier. Lors des discussions sur le dossier pendant cette semaine au Conseil de sécurité, l'Espagne, un autre «mauvais élève», a semblé prendre ses distances d'avec la France.

Signe des temps ou simplement parce que le gouvernement Rajoy est en partance ?

A. M.

ARGENTINE

Manifestation anti-Macri à l'appel des syndicats

Les principaux syndicats argentins ont organisé hier leur première manifestation commune à Buenos Aires contre la politique d'austérité mise en place lors des quatre premiers mois de pouvoir du Président de centre-droit Mauricio Macri.

Divisés sous les mandats de Nestor puis Cristina Kirchner (2003-2015), la Confédération générale du travail (CGT) et les deux branches de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) ont cette fois décidé d'unir leurs forces pour dénoncer le virage libéral entrepris selon eux par le

nouveau Président.

Les syndicats dénoncent «une vague de licenciements» tant dans le secteur public que privé, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Macri le 10 décembre dernier.

Ils réclament aussi des mesures contre l'inflation, qui

devrait atteindre cette année 36% par an selon les analystes, et des baisses d'impôts.

«L'ensemble du mouvement va se mobiliser contre les licenciements, contre l'austérité et contre la pauvreté qui s'est aggravée sous le gouvernement Macri», a dénoncé le syndicaliste José Rigane, de la centrale CTA Autonome.

La tension sociale a beaucoup augmenté ces derniers mois en Argentine, avec plusieurs manifestations et mouve-

ments de grève des médecins, enseignants, employés du secteur bancaire et fonctionnaires, entre autres.

Le Président Macri sera en déplacement à Tucuman, à 1 200 kilomètres au nord, pour y annoncer un Plan national de l'eau qui devrait créer 200 000 emplois selon un communiqué officiel.

Le gouvernement de centre-droit a reconnu avoir procédé, dans les trois premiers mois de l'année, à 11 000 licenciements.